



**HAL**  
open science

## Les Gilets jaunes à l'Université

Frédéric Bozo, Olivier Costa

► **To cite this version:**

Frédéric Bozo, Olivier Costa. Les Gilets jaunes à l'Université. Commentaire, 2020, 170, pp.430-431. 10.3917/comm.170.0430 . halshs-02861741

**HAL Id: halshs-02861741**

**<https://shs.hal.science/halshs-02861741v1>**

Submitted on 23 May 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Les Gilets jaunes à l'Université

FRÉDÉRIC BOZO ET OLIVIER COSTA

DEPUIS la fin de l'année 2019<sup>(1)</sup>, les universités et l'enseignement supérieur français sont à nouveau entrés en ébullition. Dans le viseur des participants à ce mouvement se trouvent la réforme des retraites et la loi de programmation pluriannuelle pour la recherche (LPPR) en préparation. Si le mouvement prend le relais de la grève qui a affecté en décembre 2019 les transports publics en alimentant chez certains l'idée d'une « convergence des luttes », il est bien différent dans ses formes et sa nature.

Dans les transports, il relevait de la théâtralité classique d'un conflit social impliquant un bras de fer entre le gouvernement et les syndicats, fussent-ils souvent dépassés par leur base, avec des grèves et des manifestations bien encadrées. Le mouvement qui affecte aujourd'hui l'enseignement supérieur et la recherche répond à des modalités bien différentes.

Certes, les formes de « lutte » (puisque tel est le vocable consacré), attisées par un éternel romantisme français de l'insurrection, ne sont pas vraiment nouvelles. Elles vont des plus convenues (votes de multiples motions par les différents conseils ou instances, lancement de pétitions, démissions symboliques, suspension des séminaires et colloques et entrée « en lutte » des revues scientifiques) aux plus contestables (tentatives de blocage de certains établissements, « happenings » visant à perturber leur fonctionnement, grève des cours — le plus souvent sans conséquences sur les feuilles de paie — et institution de cours « alternatifs », rétention des notes d'examens, le tout au nom de décisions prises dans des « assemblées générales » à la représentativité incertaine).

Ce sont autant de vieilles recettes dont la légalité et la légitimité apparaissent discutables, mais qui reflètent l'anomie propre au monde universitaire français. De manière troublante,

le mouvement qui agite les universités et les centres de recherche présente des caractéristiques qui le rapprochent d'un autre mouvement, celui des « gilets jaunes ». Certes, il n'y a rien de commun, à première vue, entre ces derniers et les enseignants-chercheurs mobilisés : alors que les premiers exprimaient une défiance à l'égard des sachants, les seconds revendiquent un « capital intellectuel » qu'ils entendent mettre au service d'un bien commun. Tandis que les « gilets jaunes » inclinaient plutôt vers la droite et le Rassemblement national (RN) ou revendiquaient un rejet global de la politique, les universitaires « en lutte » se situent clairement à gauche et à l'extrême gauche.

Reste que, sur deux aspects au moins, le parallèle entre les deux phénomènes est pertinent. Du point de vue des modes d'expression d'abord, les dérives communes aux deux mouvements sont frappantes : invocation systématique de la légitimité populaire, emprunts à l'imaginaire révolutionnaire, tentative de confisquer l'espace public, refus du débat contradictoire, volonté de la minorité de « bloquer » la majorité, outrance des arguments, rejet systématique de la parole des responsables, propagation de rumeurs ou de fausses nouvelles.

Le tout est largement alimenté par les réseaux sociaux et les listes de diffusion professionnelles où l'on aime à se faire peur collectivement et à imposer l'idée que la mobilisation serait unanime. Comme pour les « gilets jaunes », nous entrons dans l'ère de la défiance, du refus du pluralisme et de la désinformation généralisée qui sont des phénomènes préoccupants pour la démocratie.

Mais c'est d'un autre point de vue que le parallèle apparaît plus troublant encore : celui des explications possibles du phénomène. Comme celui des « gilets jaunes », le mouvement des universités et des centres de recherche renvoie au vécu des acteurs et, sans doute, d'une grande partie du milieu concerné. Il se nourrit d'une impression de déclassement, réel ou

(1) NDLR : Article paru dans *Le Monde* du 5 mars 2020, sous le titre : « Le mouvement dans les universités et les centres de recherche se rapproche de celui des "gilets jaunes" ». Frédéric Bozo, professeur en histoire contemporaine à la Sorbonne nouvelle et Olivier Costa, directeur de recherches au CNRS en science politique.

non, mais surtout d'un refus catégorique de la dynamique de mondialisation qui marque la recherche et l'enseignement supérieur.

Cette transformation s'accompagne de phénomènes d'agglomération, de compétition et de différenciation qu'un éthos égalitariste et uniformisateur dominant en France ne parvient pas à accepter. Le syndrome d'Astérix dont souffrent les universitaires les plus mobilisés – à savoir la certitude que la recherche française, excellente par essence, serait menacée par un soi-disant modèle néolibéral d'origine anglo-saxonne – empêche de voir que ces phénomènes sont en fait autant de facteurs d'amélioration potentielle du système, pour peu que les bonnes politiques d'accompagnement soient mises en place.

Les universités et centres de recherche de la plupart des pays européens — qui n'ont en rien renoncé à un système public d'enseignement supérieur et de recherche — ne semblent en effet pas souffrir de la logique d'émulation accrue qu'induit l'internationalisation, et les chercheurs n'y paraissent pas particulièrement malheureux, frustrés ou précarisés.

Il ne s'agit nullement de nier les défis et difficultés auxquels le système français d'ensei-

gnement supérieur et de recherche fait face depuis trois décennies. Mais, comme dans le cas des gilets jaunes, tout changement est vécu de façon dramatique. Il en va ainsi en raison du conservatisme du milieu universitaire français qui reste attaché à des modes traditionnels d'organisation et, surtout, qui pense devoir résister à ce qui se fait ailleurs dans le monde.

Les outrances du mouvement en cours empêchent une réflexion collective en France sur les vrais enjeux : excellence des recherches et des publications, internationalisation des programmes scientifiques et des cursus d'enseignement, ouverture des recrutements à une salubre compétition scientifique, évaluation sérieuse des carrières, réforme du rôle des organes situés en surplomb des établissements qui régissent l'enseignement supérieur de manière corporatiste.

Il est temps que les universitaires et les chercheurs français renouent avec la réalité du monde au lieu de se complaire dans la défense d'un modèle égalisateur qui, certes, les a protégés longtemps d'une internationalisation vécue comme un péril, mais qui n'est déjà plus qu'une illusion.